

Convention collective locale

IDCC : 392. – INDUSTRIE TEXTILE DE ROUBAIX-TOURCOING

(Vallée de la Lys)

(20 octobre 1964)

ACCORD DU 26 OCTOBRE 2010

RELATIF À LA PRÉVOYANCE

NOR : ASET1051408M

IDCC : 392

Entre :

L'UIT Nord, section Roubaix-Tourcoing, vallée de la Lys,

D'une part, et

La CGT ;

La CFDT ;

La CGT-FO ;

La CFTC ;

La CFE-CGC,

D'autre part,

il a été tout d'abord rappelé ce qui suit :

Jusqu'à ce jour, aucun accord n'avait été conclu en matière de prévoyance au niveau national.

Pour combler cette lacune au bénéfice de ceux des salariés du textile ne possédant actuellement aucune garantie en ce domaine, un accord a été conclu au niveau national le 13 avril 2010.

Cet accord de prévoyance national en date du 13 avril 2010 :

- ne concerne que les non-cadres et les salariés non cadres disposant d'une ancienneté d'au moins 3 mois dans l'entreprise qui sont seuls bénéficiaires de cet accord ;
- n'impose aucune garantie spécifique en matière de prévoyance ;
- entrera en vigueur au plus tôt à compter du 1^{er} janvier 2011 ;
- rend seulement obligatoire pour toutes les entreprises de France et pour tous les salariés du textile, à compter de son entrée en vigueur (au 1^{er} janvier 2011 au plus tôt), un régime dit de « cotisations définies » comportant l'obligation :
 - pour les employeurs de consacrer 0,35 % des salaires bruts assujettis à cotisations sociales (tranches A et B) au profit des salariés ayant une ancienneté d'au moins 3 mois dans l'entreprise ;
 - pour les salariés de cotiser également à hauteur de 0,35 % de leur salaire brut assujetti à cotisations sociales (tranches A et B),

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Objet du présent accord

Dans ce contexte nouveau, il appartenait aux présentes parties signataires de vérifier et d'ajuster si nécessaire les dispositions conventionnelles déjà existantes depuis longtemps dans le nord de la France et qui s'imposent obligatoirement aux entreprises et salariés non-cadres redevables de la convention collective de l'industrie textile de Roubaix-Tourcoing, vallée de la Lys, dite RTVL.

Article 2

Le régime de prévoyance des ETAM est concerné par le nouvel accord national « Non cadres » de prévoyance et par les dispositions nouvelles du présent accord.

La convention collective RTVL, et en particulier son article 19 (modifié notamment par accord paritaire RTVL en date du 17 mai 1974) et son annexe (qui reprend les accords paritaires RTVL conclus les 20 août 1957, 19 septembre 1964, 27 janvier 1965, 25 mars 1971 et 17 mai 1974), définit le régime paritaire de prévoyance applicable aux entreprises et salariés ETAM redevables de la convention collective textile RTVL.

Article 2.1

S'agissant des ETAM occupant un poste de qualification égale ou supérieure à 300 :

Par accord paritaire régional (ETAM) en date du 17 mai 1974, il est rappelé que le bénéfice de l'ensemble des garanties définies par l'avenant

« Cadres » en date du 25 novembre 1972 est accordé et étendu à ceux des ETAM occupant un poste de qualification égale ou supérieure à 300 (cf. art. 19 au 2° des accords ETAM de la convention collective de l'industrie textile de Roubaix-Tourcoing, vallée de la Lys).

Les parties signataires aux présentes constatent que l'accord national de prévoyance conclu le 13 avril 2010 ne concerne que les salariés non cadres et que les cotisations consacrées aux ETAM occupant un poste de qualification égale ou supérieure à 300 relèvent des engagements spécifiques pris pour les cadres par le régime de prévoyance Nord au sein de la convention collective dite RTVL et, à ce titre, sont déjà obligatoirement couverts au-delà des obligations nouvelles mises en place par l'accord national prévoyance du 13 avril 2010.

Article 2.2

S'agissant des ETAM occupant un poste de qualification inférieure à 300 :

Les parties signataires aux présentes rappellent, s'agissant du régime prévoyance ETAM (ceux non assimilés cadres car d'un coefficient inférieur à 300) tel qu'il ressort des accords conclus et de l'article 19 au 1° ETAM avec son annexe au sein de la convention collective textile dite RTVL, ce qui suit :

- le syndicat patronal textile de Roubaix-Tourcoing et vallée de la Lys devenu par la suite l'un des syndicats fondateurs de l'union des industries textiles du Nord (désigné au sein du présent accord UIT Nord) et les organisations syndicales de Roubaix-Tourcoing, vallée de la Lys (désignées ci-après les organisations syndicales de RTVL) ont signé le 3 juin 1955 un accord paritaire de prévoyance afin de garantir ces salariés ETAM (employés, techniciens, agents de maîtrise) de la région de Roubaix-Tourcoing contre les risques de décès, d'invalidité permanente et totale et d'incapacité prolongée ;
- en application de cet accord collectif, a été signé le 9 août 1955 un contrat groupe d'assurance collective n° 546.701 souscrit auprès de divers assureurs successifs dont « la Paternelle » devenue plus tard « la compagnie AXA » qui reste actuellement encore le gestionnaire de ce régime prévoyance ETAM ;
- à dater du 1^{er} octobre 1957, la cotisation au régime prévoyance ETAM occupant un poste de qualification inférieure à 300 fixée au total à 0,70 % des salaires (rémunération brute totale) a été répartie à raison de 0,35 % pour l'employeur et de 0,35 % pour le salarié ;
- l'accord paritaire régional du 27 janvier 1965 (cf. art. 6) a précisé en outre ce qui suit :

« A dater du 1^{er} janvier 1965, en raison de la modification survenue dans la répartition entre employeurs et salariés, de la cotisation au régime

de retraite complémentaire, les 0,40 % de cotisation salariée devenus disponibles ont été affectés à une amélioration du régime d'assurance décès invalidité. La cotisation de ce régime (ETAM) est passée ainsi de 0,70 % à 1,10 % des salaires réels, répartis à raison de 0,35 % pour l'employeur et 0,75 % pour les salariés.

Les garanties actuelles souscrites en application de la convention collective dite RTVL et cet accord paritaire du 27 janvier 1965 aboutissent à cette date pour ceux des ETAM dont le coefficient est inférieur à 300 à un taux de cotisation de 0,93 % (repris au sein du contrat actuellement encore passé avec AXA et dit groupe 377 n° 546-701) supérieur à l'obligation nationale nouvelle d'une cotisation minimum de 0,70 % mais comprenant pour les employeurs un taux de cotisation inférieur à 0,35 % qu'il convient de relever à hauteur de 0,35 % au vu de l'accord national du 13 avril 2010.

C'est pourquoi les parties signataires aux présentes décident avec effet à compter du 1^{er} janvier 2011 (ou de la date postérieure d'entrée en vigueur de l'accord national textile du 13 avril 2010) de ce qui suit :

A. – Au sein du taux de 0,93 % il est convenu de porter l'obligation pour l'employeur d'un salarié ETAM (redevables de la convention collective textile dite RTVL) dont le coefficient est inférieur à 300 de cotiser à hauteur du minimum obligatoire de 0,465 % (du salaire brut assujéti à cotisations sociales tranches A et B) et de ramener pour ledit salarié ETAM à 0,465 % (du salaire brut assujéti à cotisations sociales tranches A et B) le taux de sa cotisation.

B. – Des améliorations suivantes :

1. L'amélioration du capital décès prévu pour les célibataires, veufs, divorcés en la portant de 97,75 % à 100 % du salaire de base ;

2. La mise en place d'une garantie « 1^{re} catégorie » égale à 10 % du salaire brut en complément de la sécurité sociale ;

3. L'amélioration de la garantie frais d'obsèques existante en la portant à 100 % du plafond mensuel de sécurité sociale (PMSS) en cas de décès « de l'assuré, du conjoint, du partenaire lié par un pacte civil de solidarité à l'adhérent, du concubin (art. 515-8 du code civil), d'un enfant à charge (au sens donné à ces différents termes par l'article 15 des conditions générales des dispositions communes aux garanties du contrat AXA repris ci-dessous à l'article 4 du présent accord »).

C. – De réaffirmer pour les ETAM en général (ceux dont le coefficient est inférieur à 300) les principes d'affectation prioritaire des cotisations déjà fixés par l'accord du 27 janvier 1965, à savoir :

« La cotisation de l'employeur (soit désormais 0,465 %) est affectée à la couverture des garanties décès, risques assimilés, double effet, exonération

décès, prévues par ledit contrat. » et « La cotisation du salarié (soit désormais 0,465 %) est, pour sa part, appliquée en priorité au financement des garanties incapacité temporaire, incapacité permanente, invalidité. »

Article 3.1

Le régime de prévoyance des ouvriers est concerné par le nouvel accord national « Non cadres » de prévoyance et par les dispositions nouvelles du présent accord.

La convention collective RTVL, et en particulier son article 85 au 8° « Prévoyance » et en annexe XVII, définit le régime paritaire de prévoyance applicable aux entreprises et salariés ouvriers redevables de la convention collective textile RTVL.

Ce régime de prévoyance propre aux entreprises relevant de l'application de la convention collective de l'industrie textile de Roubaix-Tourcoing, vallée de la Lys a notamment été mis en place par les accords paritaires en date des 15 juin 1962, 2 novembre 1962, 3 janvier 1963, 8 mars 1967 et 13 mai 1970, l'adjonction aux signataires initiaux de la CGT par accord en date des 4 juillet 1974 et 1^{er} janvier 1975 et par différents autres avenants venus modifier et améliorer ce régime prévoyance RTVL.

Les parties signataires aux présentes rappellent que ce régime prévoyance comporte, au profit des ouvriers et entreprises relevant de l'application de la convention collective textile dite RTVL, une assurance contre les risques décès et invalidité totale et définitive avec une cotisation fixée à 0,44 % des salaires mais appelée depuis au moins le 1^{er} janvier 1991, à hauteur de seulement 0,32 % des salaires.

Cette cotisation de 0,32 % des salaires est supportée par moitié par le salarié et par l'employeur.

Ce régime de prévoyance pour les ouvriers et entreprises redevables de la convention collective textile RTVL a fait l'objet d'un contrat d'assurance actuellement encore souscrit auprès de l'assureur GAN sous le n° 9001/23.135 et le n° 9001/23252.

Compte tenu de ce qui précède, les parties signataires des présentes ont :

- constaté que le taux actuel du régime prévoyance RTVL « ouvrier » ne permet pas actuellement de répondre à l'obligation nationale issue de l'accord du 13 avril 2010 et à effet (au plus tôt) au 1^{er} janvier 2011 ;
- entendu les bilans, explications et propositions faites par leurs courtiers d'assurance afin de s'adapter aux nouvelles obligations nationales applicables à compter du 1^{er} janvier 2011 ;
- demandé aux courtiers en assurance de se rapprocher de l'assureur GAN actuellement en charge de la gestion de ce régime et d'autres assureurs potentiels du régime dont notamment l'assureur AXA

actuellement en charge des ETAM et cadres pour les interroger sur les possibilités financières de s'aligner ou d'approcher les propositions de garanties faites par l'assureur MEDERIC (recommandé et non imposé par l'accord national) au regard du taux de 0,70 % ;

- qu'après avoir interrogé notamment l'assureur GAN, au vu des propositions de garanties faites par MEDERIC pour la catégorie « non cadres » dans son ensemble, il apparaît que le GAN ne souhaite ni s'aligner sur la proposition faite par MEDERIC ni conserver le régime prévoyance RTVL, et ce pour diverses raisons qui ont été expliquées le 8 septembre 2010 aux parties signataires et dont elles ont pris acte ;
- donné mandat à l'UIT de dénoncer par conséquent, en leur nom et avec effet au 31 décembre 2010, le contrat d'assurance souscrit pour la catégorie « ouvriers » auprès du GAN et d'obtenir d'autres assureurs des propositions d'amélioration des garanties offertes aux ouvriers relevant des entreprises assujetties à la convention collective RTVL afin d'atteindre le taux de 0,70 % (à 50/50 pris en charge par les ouvriers et les employeurs) rendu obligatoire par l'accord national du 13 avril 2010, et ce à effet de son entrée en vigueur prévue au plus tôt à la date du 1^{er} janvier 2011 ;
- que c'est notamment l'objet, dans le cadre des réunions paritaires en date des 8 et 27 septembre 2010 puis du 15 octobre 2010, du présent accord dont les dispositions viennent modifier et remplacer, autant que de besoin, les accords antérieurs concernant les salariés non cadres en général, et les ouvriers en particulier, s'agissant des dispositions les concernant au sein de la convention collective textile RTVL, notamment en son article 85 au 8^o « Prévoyance » et en son annexe XVII.

Article 3.2

Taux et nouvelles garanties du régime prévoyance décidées pour les ouvriers

Les parties signataires des présentes rappellent que les parties signataires de l'accord national en date du 13 avril 2010 :

- ont choisi en qualité d'organisme assureur recommandé MEDERIC Prévoyance, institution de prévoyance régie par le code de la sécurité sociale, sise 21, rue Laffitte, 75009 Paris ;
- ont négocié avec cet organisme recommandé une offre prévoyance valable pour l'ensemble de la catégorie des « non cadres » signée et annexée à cet accord et correspondant à l'obligation de cotisation définie à hauteur de 0,35 % des salaires pour les salariés et de 0,35 % des salaires pour les employeurs du textile.

Les parties signataires des présentes ont décidé, pour la catégorie « ouvriers » relevant de la convention collective textile dite RTVL, de :

A. – Retenir ce taux de 0,70 % (réparti à 50/50), avec effet au 1^{er} janvier 2011 (ainsi qu'il est dit dans l'accord national textile du 13 avril 2010) et ;

B. – Demander à leurs courtiers de trouver un assureur du régime prévoyance pour la catégorie des ouvriers des entreprises redevables de cette convention régionale RTVL et finalement de désigner l'assureur AXA déjà en charge du régime cadres et des ETAM pour prendre aussi en charge le régime prévoyance des ouvriers ;

C. – Afin de leur octroyer, à compter du 1^{er} janvier 2011, les garanties ci-dessous figurant dans l'offre MEDERIC (mais sans la franchise prévue par MEDERIC de 3 mois d'ancienneté) et reprise par AXA, à savoir :

- une garantie de capital en cas de décès toutes causes et invalidité absolue et définitive :
 - célibataire, veuf, divorcé : 100 % du salaire de base ;
 - conjoint, marié, pacsé ou concubin : 130 % du salaire de base ;
 - assuré et un enfant à charge : 160 % du salaire de base ;
 - majoration par enfant supplémentaire : 30 % du salaire de base ;
- une garantie double effet à hauteur de 50 % du capital décès ;
- une garantie allocation frais d'obsèques (décès du conjoint, du partenaire lié par un pacte civil de solidarité à l'adhérent, du concubin (art. 515-8 du code civil), d'un enfant à charge (au sens donné à ces différents termes par l'article 15 des conditions générales des dispositions communes aux garanties du contrat AXA repris ci-dessous à l'article 4 du présent accord) à hauteur de 100 % du plafond mensuel de la sécurité sociale ;
- une garantie incapacité temporaire de travail (soit en relais des obligations patronales de maintien de salaire pour ceux en bénéficiant soit, pour ceux ne bénéficiant pas du maintien de salaire, à partir du 91^e jour continu si leur ancienneté est supérieure ou égale à 3 mois et inférieure à 1 an) : à hauteur de 80 % du salaire net sous déduction des prestations de sécurité sociale ;
- une garantie invalidité :
 - 1^{re} catégorie : à hauteur de 48 % du salaire net sous déduction des prestations de sécurité sociale ;
 - 2^e catégorie ou 3^e catégorie : à hauteur de 80 % du salaire net sous déduction des prestations de sécurité sociale.

D. – Retenir, à compter du 1^{er} janvier 2011 et de la mise en place de ces nouvelles garanties, les principes d'affectation des cotisations au régime prévoyance « Ouvriers » suivants :

« La cotisation de l'employeur, soit 0,35 % des salaires, est affectée à la couverture des garanties décès, risques assimilés, double effet, exonération décès, prévues par ledit contrat. » et « La cotisation du salarié, soit 0,35 %, est, pour sa part, appliquée en priorité au financement des garanties incapacité temporaire, incapacité permanente, invalidité. »

Article 4

Dispositions communes aux garanties ETAM et ouvriers

Pour l'application des garanties autres que l'incapacité temporaire de travail et invalidité, les définitions (reprise des données de l'article 15 des conditions générales du contrat d'assurance prévoyance AXA) du conjoint, du partenaire, du concubin, des enfants à charge sont les suivantes :

Le conjoint :

Il est l'époux ou l'épouse de l'adhérent non divorcé ni séparé judiciairement.

Le partenaire :

Il est le partenaire lié par un pacte civil de solidarité à l'adhérent.

Le concubin :

Il est le concubin de l'adhérent au sens de l'article 518-8 du code civil, non marié à un tiers ni lié par un pacte civil de solidarité à un tiers.

Les enfants à charge :

Sont définis comme tels les enfants de l'adhérent et ceux de son conjoint, qu'ils soient légitimes, reconnus, recueillis ou adoptifs.

Ils doivent, en outre, répondre aux conditions ci-dessous :

D'une part :

- être mineurs ;
- être majeurs et âgés de moins de 26 ans s'ils remplissent l'une des conditions suivantes :
 - être affiliés au régime de sécurité sociale des étudiants ;
 - suivre des études secondaires ou supérieures ; ou une formation en alternance ;
- quel que soit leur âge, percevoir une des allocations pour adultes handicapés (loi du 30 juin 1975), sous réserve que cette allocation leur ait été attribuée avant leur 21^e anniversaire.

D'autre part :

- être fiscalement à la charge de l'adhérent, c'est-à-dire être pris en compte pour l'application du quotient familial ou percevoir une pension alimentaire que l'adhérent déduit fiscalement de son revenu global.

De plus, les enfants reconnus ou adoptés par l'adhérent sont considérés à charge même s'ils sont fiscalement à la charge de son partenaire lié avec lui par un pacte civil de solidarité ou de son concubin tels que décrits à l'article 19 des conditions générales du contrat AXA.

Enfin, lorsque l'adhérent est décédé, les enfants nés moins de 300 jours après son décès sont considérés comme enfants à charge.

Article 5

Information des salariés et portabilité

Une notice d'information sera établie par l'assureur gestionnaire du régime prévoyance ainsi adapté et modifié afin d'être remise, par l'entreprise redevable des obligations de prévoyance liées à l'application de la convention collective de l'industrie textile RTVL, à chaque salarié ouvrier et ETAM concerné afin de lui faire connaître les caractéristiques du nouveau régime (détail des garanties, formalités de prise en charge, exclusions, déchéances, prescription...) et de ses droits et, notamment de ses droits à la portabilité cofinancée de ses droits à prévoyance dans le cadre de l'application de l'article 14 de l'accord national interprofessionnel du 11 janvier 2008.

Il en sera de même en cas de modification ou de dénonciation du contrat de prévoyance.

Au sein de chaque entreprise, l'employeur informera les institutions représentatives du personnel, des modalités de mise en œuvre des obligations nées du présent accord.

Article 6

Commission de gestion paritaire de la convention collective de l'industrie textile RTVL (Roubaix-Tourcoing, vallée de la Lys)

Il est institué une commission de gestion paritaire du régime de prévoyance RTVL, composée d'un membre de chaque organisation syndicale représentative des salariés et d'un nombre égal de représentants des employeurs, la direction des entreprises ou personnes mandatées par ces dernières, chargée d'étudier l'ensemble des questions éventuellement posées par l'application du présent accord.

La commission paritaire se réunit au minimum une fois par an (sur convocation du président du syndicat UIT Nord ou à la demande des organisations syndicales signataires de l'accord), afin de faire notamment les examens, bilans, contrôles, interprétations et applications utiles.

Article 7

Durée et modalités de révision et dénonciation du présent accord paritaire

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Il pourra faire l'objet d'une révision à la demande de l'une ou l'autre des parties signataires, sous réserve qu'une demande motivée soit transmise à chacune d'elles.

La révision pourra prendre effet dans les conditions visées aux articles L. 2261-7 et suivants du code du travail.

L'accord pourra également être dénoncé par l'une ou l'autre des parties signataires, moyennant le respect d'un préavis de 6 mois. Les modalités de dénonciation sont fixées aux articles L. 2261-9 et suivants du code du travail. Toutefois, les nouvelles négociations devront être engagées dans le mois de la signification de la dénonciation.

Article 8

Dépôt et entrée en vigueur

Le présent accord sera déposé par les soins de la partie la plus diligente à la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Lille ainsi qu'au greffe du conseil des prud'hommes.

A compter de sa signature et au plus tôt au 1^{er} janvier 2011, les dispositions de cet accord entrent en vigueur et deviennent obligatoires pour toutes les entreprises adhérentes redevables de l'application de la convention collective RTVL qui est ainsi modifiée par les présentes clauses ci-dessus.

Fait à Marcq-en-Barœul, le 26 octobre 2010.

(Suivent les signatures.)